

INTERVENTION DES UNITÉS SPÉCIALES DE L'ANP À TIGUENTOURINE

La presse française s'aligne sur les propos de Hollande

L'intervention des unités d'élite de l'ANP pour libérer les otages et mettre fin aux «agissements» des ravisseurs djihadistes a été mise en exergue hier dimanche par la quasi-totalité des journaux français. Ces derniers ont notamment repris les propos du président François Hollande et ceux de son ministre des Affaires étrangères, Laurent Fabius.

Ainsi, le journal de gauche *Libération* a indiqué qu'alors que des pays occidentaux se sont inquiétés de l'opération algérienne, le président français François Hollande a estimé que l'Algérie avait eu «les réponses les plus adaptées» car «il ne pouvait y avoir de négociation» avec les preneurs d'otages. Le même journal a rapporté dans son édition de samedi dernier, les déclarations du président américain Barack Obama.

Ce dernier, qui s'exprimait pour la première fois depuis le début de cette crise, a estimé que les «terroristes» islamistes étaient les «responsables de la mort des otages». Journal de droite, *le Figaro*, dans un article intitulé «Hollande n'accable pas l'Algérie», dira que le président français s'est montré «très conciliant vis-à-vis de la méthode employée par les forces algériennes», qui par ailleurs, «était sévèrement critiquée par d'autres pays». «L'Algérie a eu les réponses qui paraissent à mes yeux les plus adaptées. Il ne pouvait pas y avoir de négociation», a expliqué François Hollande, cité par le journal en question.

Pour sa part, le journal du soir *Le Monde* a souligné qu'au niveau de «l'Élysée, on jure avoir été averti qu'une opération allait être menée contre les terroristes sur le site d'In Aménas (...) et que «c'est très difficile de juger la méthode». Le quotidien régional *la Voix du Nord* a souligné, lui, que «François Hollande a apporté très clairement son soutien à l'Algérie dans sa gestion de la prise d'otages sanglante sur le site gazier d'In Aménas, estimant que les autorités du pays avaient eu les réponses les plus adaptées».

L'hebdomadaire *Le Point* a fait savoir que le président américain Barack Obama a accusé samedi dernier, les «terroristes» auteurs de la prise d'otages sur un site gazier en Algérie, «d'être responsables de la mort des otages». «Les États-Unis condamnent leurs actions de la façon la plus forte», estime Barack Obama. «Dans les prochains jours, nous resterons en contact étroit avec le gouvernement algérien pour mieux comprendre ce qui s'est passé afin de travailler ensemble pour éviter de telles tragédies», ajoute-t-il.

L'hebdomadaire soulignera le fait que c'est la première fois que le président américain s'exprimait directement sur cette prise d'otages. «Aujourd'hui, les pensées et les prières du peuple américain vont vers les familles de tous ceux qui ont été tués ou blessés lors de l'attaque terroriste en Algérie», ajoute le président américain.

A. B.

IL PRÉVOIT UN BILAN PLUS LOURD DE L'ATTAQUE

Mohamed Saïd justifie le black-out

L'opinion publique a été privée d'informations. Le ministre de la Communication le reconnaît et le justifie par le souci de ne pas alimenter les terroristes en données qui pouvaient leur permettre d'ajuster leur stratégie. Mohamed Saïd avertit : le bilan de l'attaque de Tiguentourine risque de s'alourdir.

Nawal Imès - Alger (Le Soir) - Aux nombreux reproches faits à la communication officielle, le ministre du secteur rétorque qu'il n'était pas possible de réagir autrement. Mohamed Saïd dit «avoir le sentiment» d'avoir privé l'opinion publique d'informations ajoutant que la complexité de l'opération menée par les forces spéciales et la nature du groupe terroriste auteur de l'attaque ont justifié le black-out. Sur les ondes de la Chaîne III, il a affirmé qu'il n'était pas question d'offrir de l'information stratégique à un groupe surarmé et doté de moyens de communication sophistiqués.

L'Algérie, dit-il, a évité de tomber dans ce piège d'autant que des sites internet étaient directement alimentés en informations de l'intérieur même du théâtre de la prise d'otages. Que ce black-out se fasse au détriment d'un besoin médiatique, le ministre l'assume pleinement tout comme le fait de n'avoir pas informé les capitales dont des ressortissants étaient retenus en otage de la décision de mener l'assaut.

L'invité de la rédaction de la Chaîne III estime qu'il s'agit d'une décision souveraine de l'Algérie. Il dit comprendre les réactions de certaines capitales qui obéissent soit à un manque de compréhension soit à une conjoncture particulière à l'intérieur de ces pays qui ont eu à ajuster leurs discours pour une consommation locale. Des capitales qui ont fini par ajuster leurs



Photo : Samir Sid

Mohamed Saïd, ministre de la Communication.

positions en faisant part de leur compréhension de la décision prise par l'Algérie. L'assaut, explique le ministre de la Communication, était inévitable face à un groupe fortement armé et décidé à aller jusqu'au bout de sa logique. Mohamed Saïd rappelle que le groupe avait l'intention de fuir avec les otages ou à défaut faire un carnage en faisant exploser le site et en faisant un maximum de victimes. Un groupe composé d'éléments d'au moins six nationalités différentes originaires de pays arabes, africains et autres. Ce qui prouve, selon l'invité de la rédaction, le caractère de cette attaque qu'il qualifie d'«agression» contre tout le peuple algérien et la souveraineté nationale. N'était-ce l'intervention des forces spéciales, le bilan aurait été plus lourd.

A ce sujet, le ministre affirme que les forces spéciales continuent de sécuriser le site et recherchent d'éventuelles autres victimes. «Le bilan donné par le ministère de l'Intérieur est provisoire. Je crains fort hélas que ce bilan ne soit revu à la hausse dans les

heures qui viennent», affirme-t-il en rappelant le bien-fondé de la doctrine de l'Algérie qui refuse le paiement des rançons et qui ne capitule pas face au chantage. Pourquoi un acte d'une telle ampleur maintenant ? Mohamed Saïd répond que l'objectif est clair : frapper l'Algérie et la déstabiliser en ciblant un complexe gazier aussi important.

Le lien avec le Mali est également fait. «De par notre situation géostratégique, on ne peut pas ne pas faire le lien avec la situation au Mali», explique le ministre qui rappelle la position de l'Algérie vis-à-vis de la situation au Mali et qui privilégie la solution politique même si, sur le terrain, les événements se sont accélérés. Avant même l'intervention française au Mali, l'Algérie avait sécurisé ses frontières et fermé celles avec le Mali. Ni les événements dans ce pays, ni la sanglante prise d'otages à Tiguentourine ne feront changer de position à l'Algérie, précise le ministre : aucun soldat algérien n'ira combattre au Mali...

N. I.

PRODUCTION NATIONALE CÉRÉALIÈRE

Les failles d'un secteur stratégique

Les députés de la commission agriculture de l'APN ne comprennent pas pourquoi après 50 ans d'existence, l'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC) n'arrive toujours pas à assurer une autosuffisance.

Mehdi Mehenni - Alger (Le Soir) - Le directeur général par intérim de l'OAIC, Abdelwahab Dermeche, est passé, hier, devant la commission agricole, pêche et environnement de l'Assemblée populaire nationale (APN) pour répondre aux questions orales des députés. Il a d'abord précisé, dans son allocution d'ouverture, que l'Algérie a produit au titre de la campagne céréalière 2011-2012, une récolte de 51,2 millions de quintaux.

Les besoins de consommation annuels du pays étant de 90 millions de quintaux, l'OAIC importe environ 60% de la demande locale en céréales, notamment pour constituer son stock. Abdelwahab Dermeche a toutefois refusé de communiquer le chiffre exact des importations algériennes en céréales en 2012, estimant qu'il s'agit de statistiques stratégiques. Mais les chiffres jusque-là communiqués ont quand même suffi à susciter moult interrogations chez les députés, souvent sous un ton de reproche et d'indignation.

Certains ont même réitéré leur crainte de voir l'Algérie sombrer dans la famine le jour où la production pétrolière s'arrêtera et les mannes

financières de l'Etat ne seront plus assez gonflées pour procéder à des importations. «L'attaque terroriste du complexe gazier de Tiguentourine nous a vraiment fait peur dans la mesure où la production risquait d'être rompue après un acte de sabotage... Vous imaginez les conséquences que ça pouvait avoir sur une économie nationale qui se base essentiellement sur la manne énergétique pour nourrir le peuple ?», a martelé un député tout en soulignant qu'après 50 ans d'existence, l'OAIC, dont la mission ne se limite plus, en principe, à acheter et vendre des céréales, devrait adopter un plan stratégique à court et moyen terme.

Des céréales stockées dans les écoles et les salles de sport !

Un député d'Adrar a, de son côté, soulevé le problème de la semence qui n'est pas toujours adaptée aux conditions climatiques et à la nature du sol saharien ajoutant que, de plus, l'approvisionnement de ces régions en semence se fait souvent en retard par rapport au lancement de la campagne céréalière.

Ce qui perturbe, affirme-t-il, la production d'une région qui peut s'avérer d'un grand potentiel si l'OAIC lui accordait davantage d'intérêt. Aussi, a-t-il regretté, l'inexploitation des nappes d'eau souterraines d'un Sud qui souffre d'une sécheresse parfois aiguë, avec une nouvelle menace qui vient s'ajouter au palmarès dératés de l'agriculture saharienne, à savoir l'exploitation du gaz de schiste. Et à d'autres dépu-

tés de poser la problématique de la qualité de la semence qu'ils jugent, selon les appréciations des fellahs de leurs régions, pas suffisamment performantes. Aussi, ont-ils soulevé, la crainte de voir l'OAIC ne pas répondre à la demande des céréaliculteurs en matière de semence si demain l'Algérie décide d'exploiter les 8,5 millions d'hectares destinés à cette filière. Il est à préciser qu'actuellement, 3,3 millions d'hectares sont exploités pour la production céréalière.

Le déficit d'unités de stockage des céréales a également été abordé, et c'est un député de la wilaya de Mascara qui a tiré la sonnette d'alarme en faisant savoir que dans sa région, des quantités considérables de céréales ont été stockées dans des salles de sport et dans des écoles pendant la période des vacances estivales. Un état de fait, poursuit-il, qui a endommagé une partie de la production.

Une députée d'Oran a, quant à elle, évoqué la question des surfaces exploitées jugées trop réduites par les céréaliculteurs. «Il n'y a actuellement que 30% des céréaliculteurs qui cultivent des surfaces de 100 ha et plus. Si l'Algérie veut vraiment, relever le défi de la sécurité alimentaire ce n'est pas à travers de petites exploitations de 6 à 7 ha qu'elle y parviendra», a-t-elle indiqué.

Cette dernière, Meki Zoulikha, députée FLN, interrogée en marge de la réunion, a aussi fait savoir que l'équivalent d'au moins 26 % de la production céréalière nationale est endommagée à cause de la vétusté du matériel utilisé par les agriculteurs.

Les explications du DG de l'OAIC

Le DG par intérim de l'OAIC, qui a tenu à préciser que certaines questions ne relevaient pas de ses prérogatives, a répondu plus ou moins à ce qu'il a jugé être de son ressort.

Sur la qualité des semences, Abdelwahab Dermeche a refusé d'admettre qu'elle ne répond pas aux normes, argumentant qu'elle est certifiée et soumise à une examination rigoureuse. De même qu'il a imputé le retard d'approvisionnement des céréaliculteurs du Sud en matière de semences à ces mêmes agriculteurs qui ne se manifestent pas toujours à temps pour les commander. Sur la question de savoir si la quantité de semences distribuée par l'OAIC répond aux besoins des agriculteurs, le DG a souligné que les 2,8 millions de quintaux de semences qu'a produit l'OAIC en 2012 sont largement suffisants puisque les céréaliculteurs assurent leur production par deux tiers de semences qu'ils reproduisent eux-mêmes et que l'OAIC leur en fournit le tiers restant. Enfin, Abdelwahab Dermeche a reconnu que la problématique de stockage des céréales se pose véritablement, confirmant qu'à Mascara, ils ont eu recours aux écoles et aux salles de sport pour les besoins, de stockage. Néanmoins, il a annoncé un programme de construction de 9 silos de stockage en béton et de 30 autres silos métalliques d'une capacité de stockage de 8,2 millions de quintaux. La capacité de stockage de l'Algérie est actuellement de 34 millions de quintaux, selon le DG de l'OAIC.

M. M.